

L'Europe saisie par la peur de l'implosion

Les vingt-sept Etats de l'UE se retrouvent vendredi à Bratislava pour un premier sommet sans les Britanniques

BRUXELLES - bureau européen

Le numéro deux de la Commission de Bruxelles écrit, dans son livre *Fraternité: C'est la première fois, dans mon expérience consciente de la coopération européenne, que je pense que le projet pourrait réellement échouer.* En Italie, où il participait, début septembre, au Forum Ambrosetti de réflexion sur l'Europe, le social-démocrate néerlandais Frans Timmermans a, certes, nuancé son propos, mais le

constat est là, implacable: l'Union européenne (UE) affronte tant de crises simultanées qu'elle pourrait ne pas s'en relever.

«L'Europe menacée? Oui, ou pire encore... Avec la crise économique qui persiste, celle des réfugiés, le terrorisme, le Brexit, ce désastre qui a mis à mal l'idée même du projet, la situation est sans précédent», appuie Enrico Letta, l'ancien président du Conseil italien, devenu doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris et président de l'Institut Jacques-Delors. Interrogé par *Le Monde*, il dresse un constat plus noir encore: «Ma grande crainte est que l'on reste dans le statu quo, qu'on attende les résultats des élections qui auront lieu en Allemagne et en France notamment, et qu'à la fin on ne retrouve plus l'Europe...»

«Ne soyez pas si pessimistes»

Le sommet informel des chefs d'Etat à Bratislava, vendredi 16 septembre – le premier sans les Britanniques après le référendum en faveur du Brexit du 23 juin – pourrait-il malgré tout, après le discours sur «l'état de l'Union» que le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, prononce à Strasbourg mercredi, relancer une mécanique grippée et pousser les Européens à davantage de solidarité pour affronter les défis de la sécurité, de la migration, du chômage, des populismes? «Ce sera un premier pas», espère M. Timmermans.

«A force de se concentrer sur les procédures plutôt que sur les objectifs, nos grands chefs, chez eux comme à Bruxelles, donnent l'image de l'impuissance, au moment où l'Europe a besoin de montrer sa puissance», analyse Jean-Dominique Giuliani, le président de la Fondation Robert Schuman,

qui espère donc davantage d'actions en commun, alors même que des «poisons mortels» pour l'unité semblent à l'œuvre: les «petits clubs particuliers» que sont, selon lui, le «groupe de Vise-grad» pour les pays de l'Est – Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie –, celui des Etats du Sud, celui des dirigeants sociaux-démocrates ou le projet de groupe de la mer du Nord...

«A Bratislava, on risque, selon moi, d'éviter tous les sujets d'une possible controverse pour produire des conclusions consensuelles, alors qu'au contraire le moment est venu de prendre des risques et de s'adresser directement aux citoyens», explique Enrico Letta. Ceux-ci ont besoin de réalisations concrètes, poursuit l'ancien leader du Parti démocrate italien: «Un projet Erasmus Pro pour un million de jeunes apprentis européens, des gardes-frontières européens – cessons les déclarations, faisons! –, une vraie coopération antiterroriste, la fin rapide de l'ambiguïté au sujet du Brexit avec un veto sur des éléments qui pourraient être contraires à nos intérêts.» M. Letta réclame aussi une politique offensive pour rétablir la croissance et réduire le chômage, avec un effort supplémentaire pour l'investissement.

Shimon Peres, âgé de 93 ans – et hospitalisé mardi 13 septembre après un accident vasculaire cérébral –, qui participait au Forum Ambrosetti, avait tenté de nuancer le verdict de nombreux responsables européens. L'ancien président israélien qui, en 2013, décrivait l'Europe comme «un rêve qui s'est terminé par un miracle», a lancé: «Ne soyez pas si pessimistes.»

Il a apparemment convaincu l'ancien chancelier fédéral autrichien Wolfgang Schäussel. «Je m'étonne de voir autant de gens pris dans une spirale négative. On surutilise le terme de crise», déclare-t-il au *Monde*. Pour l'ex-leader du Parti populaire autrichien (conservateur), la «polycrise» évoquée par M. Juncker masque, en réalité, le fait que «l'Europe va mieux qu'il y a cinq ans». «La moitié des grands dirigeants d'entreprise mise sur une hausse des investissements dans les années à venir, l'innovation progresse. On peut convaincre l'opinion que l'on peut retrouver la confiance. Entre les Etats, entre les

dirigeants et les citoyens, entre les institutions», ajoute-t-il.

Changement de cap

Un constat partagé, avec des nuances, par Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe et ministre des finances néerlandais, heureux d'avoir évité que la zone euro – l'une des vraies réalisations tangibles de l'UE – éclate à cause de la crise grecque. Il s'inquiète cependant de la montée des populismes. Dans son pays, Geert Wilders et son Parti pour la liberté veulent détruire l'Europe afin, disent-ils, de restaurer l'Etat-providence. Pour les contrer, il convient, souligne M. Dijsselbloem, de se soucier des inégalités, «qui sont parmi les principaux

facteurs d'inquiétude», de la justice et de l'équité. Entre les générations, entre gagnants et perdants de la mondialisation, entre les exclus et ceux qui sont bien intégrés.

«Les inégalités ne sont pas une fatalité, expliquait récemment le ministre devant le groupe de réflexion Bruegel, à Bruxelles. Parce que le vieillissement de la population et les migrations ne nous imposent pas de démanteler le modèle social européen. Et parce que la mise en œuvre de réformes ne signifie pas que nous devons détruire l'Etat-providence.»

Ce propos paraît ébaucher le changement de cap prôné par certains, qui font le constat que, même si la situation de la zone euro reste assez préoccupante, il est temps de sortir du cadre strict de la rigueur budgétaire, surtout quand le pacte de stabilité et de croissance semble avoir perdu toute crédibilité – il est vrai qu'il était politiquement impossible de sanctionner un pays sans gouvernement comme l'Espagne. Ils réclament donc plus de flexibilité pour l'investissement public et la réconciliation du marché et du social pour rendre à l'Europe un visage plus humain.

«L'une des raisons du rejet, par les opinions, d'une intégration plus poussée est due au fait que l'on n'avait pas songé à cette réconciliation», souligne Mario Monti, ancien commissaire européen à la concurrence, ex-chef du gouvernement italien et dirigeant du «Groupe de haut niveau» qui réfléchit aux moyens de financement de l'UE. «En France notamment, poursuit-il, la conviction

que le marché progresse d'autant plus que les droits sociaux reculent est bien ancrée.»

Ce grand spécialiste de la politique européenne croit-il que l'UE

peut encore sortir de l'ornière? «J'ai toujours considéré que c'est par les crises que l'Europe a progressé. Mais, pour la première fois, j'ai exprimé [en 2015] des doutes sur le fait qu'elles pourraient encore nous être bénéfiques. Ce qui a changé, c'est que le mécanisme est brisé. Les crises ne me paraissent plus générer d'énergies politiques nouvelles, capables de nous faire aller de l'avant.»

Protéger les citoyens

La préservation des modèles sociaux pourrait bien être, en tout cas, l'un des grands enjeux des années à venir. «L'histoire du siècle précédent montre que ne pas prendre au sérieux ces exigences et ces aspirations, c'est prendre le risque qu'elles le soient par des forces politiques radicales», soulignent Thierry Chopin et Jean-François Jamet, dans leur article «L'avenir du projet européen», publié lundi 12 septembre par la Fondation Robert Schuman. Et si le projet européen doit être refondé, c'est en visant à protéger les citoyens «contre les excès ou les insuffisances des systèmes politiques et économiques», soulignent ces experts.

L'ambition de l'Europe doit toutefois aussi être stratégique, insiste Enrico Letta. Face aux défis de la migration, du terrorisme, de la déstabilisation de son voisinage, elle ne peut plus se contenter de condamner ou de limiter les dégâts. «C'est le fait que l'UE n'ait pas voulu régler la question syrienne qui a placé la Grande-Bretagne hors de l'Union, souligne-t-il. Ce qui a déterminé le comportement des électeurs, ce n'est pas la question de l'immigration d'Europe de l'Est, mais bien les images quotidiennes du chaos en Grèce, à Lampedusa ou à Calais.» ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

«Les crises ne me paraissent plus générer d'énergies politiques nouvelles»

MARIO MONTI

ex-premier ministre italien

CE QU'IL FAUT SAVOIR

Relancer l'Union. Après le discours sur l'état de l'Union du président de la Commission,

Jean-Claude Juncker, le 14 septembre à Strasbourg, le sommet informel des chefs d'Etat et de gouvernement tentera, vendredi à Bratislava, d'endiguer l'onde de choc provoquée par le vote en faveur du Brexit le 23 juin.

Morosité. Mise à mal par des cri-

ses multiples (Brexit, terrorisme, réfugiés, montée des populismes, etc.), l'Union européenne est-elle capable de se refonder? Les pronostics sont généralement peu optimistes, d'autant que plusieurs élections, dont la présidentielle française, risquent

de paralyser le processus.

Hésitations. Menacée par la fragmentation, l'UE hésite entre la réalisation de projets concrets, compréhensibles par les citoyens et un statu quo qui, de l'avis de beaucoup, pourrait déboucher sur sa paralysie définitive.

Jean-Claude Juncker fait profil bas

Sur la défensive, le président de la Commission européenne veut contrer les critiques venues d'Europe centrale

BRUXELLES - bureau européen

Le contraste avec son « discours de l'Union » de 2015 est frappant. A l'époque, Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, s'était montré lyrique et vindicatif, taçant les Etats membres, réclamant qu'ils adoptent au plus tôt son projet de répartition équitable des réfugiés partout en Europe. La crise migratoire battait son plein, la chancelière allemande, Angela Merkel, venait juste d'ouvrir les portes de son pays aux Syriens fuyant la guerre, et ils affluaient par dizaines de milliers sur la « route des Balkans ».

Mercredi 14 septembre, pour sa rentrée politique devant le Parlement de Strasbourg, plus question pour M. Juncker de pointer du doigt trop ouvertement les responsabilités des gouvernements, d'insister sur les sujets susceptibles de diviser encore davantage des pays membres évoluant désormais en ordre très dispersé. Même s'il la mentionne encore, la « Commission politique » promise par M. Juncker il y a à peine deux ans plastronne beaucoup moins. Le mot d'ordre, désormais, c'est cet « agenda positif » que le président et ses équipes entendent dérouler dans les prochains

mois. Pas d'annonces mirobolantes, mercredi, mais un programme de travail réaliste, « proche des préoccupations des gens », explique-t-on à Bruxelles. Après le Brexit, la Commission doit prouver qu'elle compte encore.

M. Juncker a annoncé un quasi-doublement de son plan d'investissement (porté de 315 à plus de 500 milliards d'euros, prolongé jusqu'en 2020), dévoilé une réforme du droit d'auteur, décrété que les sujets sécurité et défense sont prioritaires, proposé de renforcer l'agence Europol et de mettre en œuvre la surveillance « intel-

ligente » des frontières, en s'en tenant aux récentes propositions franco-allemandes en la matière. M. Juncker a aussi promis le déploiement, « dès le mois d'octobre », d'au moins 200 gardes-frontières à la frontière extérieure de la Bulgarie. Un geste très attendu des Etats membres, qui veulent que se matérialise au plus vite le renforcement de Frontex, l'agence européenne des gardes-frontières.

La Commission veut aussi créer « un corps européen de solidarité », opérationnel avant la fin de cette année: l'idée est de faciliter la mobilisation des jeunes souhaitant proposer leur aide là où elle sera la plus utile, « pour répondre aux situations de crise, comme la crise des réfugiés ou les récents tremblements de terre en Italie ». Objectif: 100 000 premiers jeunes volontaires à l'œuvre d'ici à 2020.

La crise migratoire? La réforme réclamée par la Grèce et l'Italie des règles de Dublin régissant l'accueil des réfugiés? Le traité transatlantique de libre-échange? Trop polémique: M. Juncker a certes beaucoup parlé de solidarité, mercredi, mais « en disant qu'elle est au cœur du projet européen. Il ne veut pas forcer les Etats membres, mais les convaincre qu'il s'agit d'une valeur centrale de l'Union », explique-t-on à la Commission.

Affaibli par les crises

Le président est certes « combatif », assure-t-on dans son entourage, et il n'hésite pas, dans son discours, à rappeler les uns et les autres à leurs responsabilités: « Nous devons en finir avec cette vieille rengaine selon laquelle le succès est national et l'échec européen. Sans quoi notre projet commun ne survivra pas. »

Mais les crises des derniers mois (migration, terrorisme) et, surtout, le référendum du 23 juin sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE l'ont affaibli, lui et son institution.

Les critiques se sont mises à pleuvoir, notamment des dirigeants de l'Est, qui n'avaient pas digéré

les « quotas » de réfugiés proposés par Bruxelles, et qui ont pris le prétexte du Brexit pour réclamer « moins d'Europe ». Dans la presse se sont multipliés les articles décrivant un président isolé, mentionnant des soucis de santé.

La gestion de l'affaire José Manuel Barroso n'a rien arrangé. M. Juncker a mis deux mois à réagir au « pantouflage » de son prédécesseur à la banque Goldman Sachs, malgré l'émotion qu'elle a suscitée, y compris en interne – la pétition contre ce recrutement, qui a déjà recueilli près de 140 000 signatures sur la plateforme Change.org, a été lancée par des fonctionnaires européens.

Dimanche 11 septembre, pour tenter d'éteindre l'incendie, M. Juncker a fini par exiger des précisions sur le contrat de travail de M. Barroso. Ce dernier a réagi,

mardi, en rejetant les critiques quant à son manque d'« intégrité », qu'il estime « infondées » et « discriminatoires à son égard ».

Durant l'été, M. Juncker a reçu quelques soutiens de poids, dont celui du président François Hollande. Avec la nomination du Français Michel Barnier en tant que « M. Brexit » de la Commission, il a obtenu que son institution puisse participer aux négociations, qui tardent à venir, pour organiser le divorce avec Londres. Et en condamnant Apple, la première capitalisation boursière au monde, à rembourser la somme colossale de 13 milliards d'euros à l'Irlande, la commissaire à la concurrence, Margrethe Vestager, a redoré d'un coup le blason de Bruxelles.

Désormais, la Commission dispose d'un sujet tout trouvé pour regagner le cœur des Européens: la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Un comble pour son prési-

dent, ex-premier ministre du Luxembourg, un pays connu pour avoir attiré pendant des années les multinationales avec des accords fiscaux ultra-avantageux. Mais, pour se « relancer », M. Juncker et ses équipes savent qu'ils ont peu de marge de manœuvre, notamment à cause des futures élections en France et en Allemagne. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Pas d'annonces mirobolantes, mercredi 14 septembre, mais un programme de travail réaliste VERBATIM

« Soyons tous très honnêtes dans notre diagnostic. Notre Union européenne traverse, du moins en partie, une crise existentielle (...). Nous ne sommes pas les Etats-Unis d'Europe. Notre Union européenne est beaucoup plus complexe (...). Ignorer cette complexité serait une erreur et nous conduirait à adopter les mauvaises solutions (...). Les Européens veulent des solutions concrètes aux problèmes très pertinents auxquels notre Union fait face. Et ils attendent mieux que des promesses, des résolutions et des conclusions de sommets. Ils en ont trop vu et trop entendu (...). L'Europe ne peut fonctionner que si les discours défendant notre projet commun sont tenus, non seulement devant cette honorable assemblée, mais aussi devant les Parlements de tous nos Etats membres. »

Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, à l'occasion du discours sur l'état de l'Union au Parlement de Strasbourg, le 14 septembre.

L'absence de leadership et les fractures régionales minent l'Union européenne

Le succès des populistes affaiblit la capacité d'initiative des Vingt-Sept

VIENNE - *correspondant*

Depuis le Brexit, les responsables européens multiplient les mises en garde sur la mort de l'Europe, pour mieux en appeler à l'unité. Le sommet de Bratislava, vendredi 16 septembre, est censé réfléchir à la future marche de l'Europe à vingt-sept, après le référendum en faveur d'une sortie du Royaume-Uni en juin. Mais, en prélude, ce sont surtout les divisions qui se sont fait entendre, d'Athènes à Budapest, en passant par Berlin ou Bruxelles.

La polémique déclenchée par le ministre des affaires étrangères luxembourgeois, Jean Asselborn, qui a demandé, mardi 13 septembre, la sortie au moins temporaire de la Hongrie de l'Union européenne (UE), en raison de sa politique dure envers les réfugiés, est révélatrice des tensions du moment.

Jeudi, Angela Merkel et François Hollande devaient se retrouver pour un déjeuner de travail afin de mettre, une nouvelle fois, en scène ce moteur franco-allemand à bout de souffle. Ils se sont entendus pendant l'été – avec Matteo Renzi – sur ce qui ressemble aux plus petits dénominateurs communs : sécurité, croissance et jeunesse. L'obsession des responsables avant Bratislava semble être d'éviter les sujets qui fâchent, comme le Brexit ou l'immigration.

Une Espagne sans gouvernement

Mais le moteur franco-allemand ne peut repartir au moment où les deux dirigeants sont confrontés à des échéances électorales difficiles. M. Hollande est contesté depuis longtemps au sein de sa majorité. M^{me} Merkel est aussi désormais critiquée dans son propre pays, un an avant les élections

L'obsession des responsables avant Bratislava semble être d'éviter les sujets qui fâchent

législatives, en raison de sa gestion jugée trop généreuse de la crise des réfugiés. Un parti d'extrême droite, Alternative pour l'Allemagne, est en train de s'installer avec la chancelière pour cible, tandis qu'en France, la présidente du Front national, Marine Le Pen, est bien placée pour atteindre le second tour de l'élection présidentielle en mai 2017.

En Italie, Matteo Renzi joue sa survie à l'occasion du référendum, à l'automne, sur la réforme constitutionnelle, transformée par Beppe Grillo et le reste de l'opposition en scrutin anti-Renzi. Les Pays-Bas organisent des élections législatives en mars 2017, sous la menace d'une poussée du parti d'extrême droite de Geert Wilders, qui promet un référendum à haut risque sur l'appartenance à l'UE.

La situation n'est pas meilleure en Espagne, sans gouvernement depuis dix mois, ou en Autriche, sous la menace d'une victoire de l'extrême droite à une élection présidentielle qui n'en finit pas d'être ajournée.

Cette absence de leadership favorise l'expression des discordes européennes. Vendredi 9 septembre, la cacophonie européenne était à son comble, réactivant une opposition Nord-Sud qui s'était pourtant largement atténuée depuis la crise grecque. A Athènes, le premier ministre grec, Alexis Tsipras, avait réuni les pays méditer-

ranéens de l'UE, tout en tonnant contre « l'Europe allemande ». Certains ministres des finances de la zone euro ironisaient sur cette rencontre, comme l'Allemand Wolfgang Schäuble ou le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem : « L'été est terminé. Il faut ranger le matériel de camping. »

Nouveau front

Terrorisme, migration, Brexit. Les crises se sont déplacées en Europe. Un nouveau front a surgi avec les pays d'Europe centrale, qui ont pris le leadership du camp des souverainistes. Viktor Orban symbolise l'opposition de Budapest, mais aussi de la Pologne, de la Slovaquie et de la République tchèque à Bruxelles, sommée de regarder un peu plus vers l'Est.

Ces quatre Etats veulent présenter à Bratislava une position commune, qui risque de se transformer en une opposition ferme aux projets de Paris, de Berlin et du sud de l'Europe pour relancer l'Union. Ils souhaitent un renforcement du rôle des Etats au détriment des pouvoirs de la Commission, qu'ils critiquent sévèrement.

En s'élevant contre les quotas de répartition des migrants, le chef du gouvernement hongrois se sent assez solide pour braver les responsables européens. Ce dirigeant, au pouvoir depuis 2010, est mis en cause pour sa dérive autoritaire. Il sait jouer de son appartenance au Parti populaire européen. Il a élargi sa zone d'influence au moment de la fermeture de la route des Balkans en mars, en s'alliant avec l'Autriche et les pays des Balkans. Et compte sur Bratislava pour apparaître comme une alternative à l'Europe affaiblie d'Angela Merkel. ■

**BLAISE GAUQUELIN
ET ALAIN SALLES (À PARIS)**